

Conférence de presse de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations entre la France et le Qatar et sur la situation en Syrie, à Doha le 23 juin 2013.

LE PRÉSIDENT - « Mesdames, Messieurs, cette visite au Qatar sache. C'était la première que j'effectuais depuis mon élection et j'ai saisi ce moment pour confirmer la relation qui existe depuis longtemps, depuis l'indépendance du Qatar entre nos deux pays. Je remercie les autorités, l'Emir, le Prince héritier, le Premier ministre pour l'accueil qui nous a été réservé. Quand je dis « nous a été réservé », c'est bien sûr à moi-même, au gouvernement - cinq ministres étaient présents - et aux chefs d'entreprise, qui m'accompagnaient, 46.

Les relations entre le Qatar et la France sont fondées sur trois principes à mes yeux : la confiance, la réciprocité, la transparence. La confiance, parce que nous avons, notamment par rapport aux problèmes de la région, la même approche : celle de la sécurité, de la stabilité et des droits des peuples.

Nous avons toujours garanti au Qatar sa sécurité et nous avons par rapport aux troubles, aux risques qui existent le premier étant en Syrie la même volonté, qui est aujourd'hui de faire pression autant qu'il sera possible, sur le régime de Bachar al-Assad pour permettre une solution politique. Nous accordons toute notre aide à l'opposition syrienne, dès lors qu'elle-même a fait le clair sur son unité et surtout sur sa relation avec un certain nombre de groupes, qui n'ont pas à être dans la Syrie de demain.

Hier, s'est tenue la conférence des Amis de la Syrie et la France, par la voix du ministre des Affaires étrangères, a défendu cette position. C'est celle qui a été retenue et c'est celle que nous devons maintenant mettre en œuvre.

Nous avons également évoqué avec l'Emir, l'Iran avec le changement de Président. Nous attendons les signes mais notre position, elle, ne variera pas. L'Iran a parfaitement le droit de pouvoir accéder au nucléaire civil mais il ne doit pas disposer de l'arme nucléaire. Et là encore, les pressions se feront, continueront de se faire. Nous souhaitons que la négociation puisse trouver son aboutissement et maintenant, la parole est du côté du Président iranien.

Nous avons également, toujours dans cette relation de confiance, évoqué les pays dits du Printemps arabe Tunisie, Libye, Egypte. Nous avons convenu, la France et le Qatar, d'apporter notre soutien pour les transitions, qui sont à l'œuvre dans ces trois pays de manière différente. J'irai dans quelques jours en Tunisie. Nous devons faire tout, pour que les élections se tiennent, que les libertés soient préservées et que la Tunisie puisse accomplir son destin. De la même manière, sur l'Egypte et sur la Libye, faire en sorte que ces pays puissent bâtir un Etat, qui garantisse, le bon processus. Voilà la relation de confiance.

Le second principe, c'est la réciprocité. Contrairement à bien des idées reçues, il y a un équilibre entre les exportations et les importations entre la France et le Qatar. Il n'y a pas de déficit, pas de déficit pour l'un et pour l'autre, relation équilibrée. Nous souhaitons que cet équilibre soit préservé mais avec un volume d'échanges plus important. C'est le sens de la présence des entreprises françaises.

Il y a eu la signature d'un certain nombre de contrats, d'accords et c'est bien, mais ça, c'est le rôle des entreprises. Comme je l'ai dit ce matin, je souhaite que les entreprises françaises gagnent des marchés par leur excellence. pas par leur préférence. D'abord parce que ça n'existe pas et ce n'est

... parce que ça n'est pas au nom d'une amitié qu'on a une compétitivité. Donc les entreprises françaises, elles ont démontré leur qualité ici depuis longtemps.

J'ai été sur le chantier Bouygues, j'ai salué la présence de Total depuis 75 ans. Bien des entreprises sont installées là, depuis des années ! D'autres viennent sur le marché du Qatar avec le espoir, la volonté de faire valoir leurs performances. Et il y aura, j'espère, après cette visite, des conclusions heureuses sur le plan de l'implantation, de l'investissement, du partenariat et de l'exportation. C'est bon pour le Qatar et c'est bon pour l'emploi en France, car c'est le sens que nous devons faire, les entreprises et les membres du gouvernement, et le chef de l'Etat : agir ensemble pour porter la marque France et faire en sorte que nous ayons le plus possible de retombées positives sur l'emploi. Cette bataille que nous menons en France, nous la menons aussi sur les marchés extérieurs mais ce sont les entreprises qui concluent les contrats.

Réciprocité parce que nous sommes attentifs aux investissements du Qatar en France. Il y en a d'importants, contrairement, là aussi, à bien des idées reçues, il y a moins d'investissements qataris en France qu'il n'y en a au Royaume-Uni et même en Allemagne. Ce que j'ai fait valoir à mes interlocuteurs qui l'ont parfaitement compris, c'est que nous devons discuter ensemble de ce que nous pensons être les meilleurs investissements pour la France et pour le Qatar. C'est la raison pour laquelle c'est une illustration et qui ne résume sûrement pas la portée, la place, l'importance des investissements qataris en France mais il avait été évoqué à un moment un fonds pour les banlieues qui avait pu susciter des questions et nous avons réglé cet éventuel malentendu de la meilleure des manières, c'est-à-dire avec un fonds commun de la Caisse des Dépôts et du fonds qatari, 300 millions de euros.

C'est, je crois, une illustration de ce que nous devons faire pour que les capitaux qui pourraient investir en France soient les plus utiles à l'économie française et dans les domaines de haute technologie. Nous y travaillerons et c'est le sens de ce groupe qui s'est constitué entre entreprises françaises et entreprises qataris, ce club d'affaires, aussi bien pour ce qui doit être fait ici au Qatar que pour ce qui peut être fait en France.

Le dernier principe, c'est la transparence parce que tout doit être clair, tout doit être simple dans les relations entre la France et le Qatar. Là aussi, nous pouvons donner nos expériences, faire apparaître ce qui peuvent être des intérêts communs.

Il y a le grand sujet du sport, entendu au sens comme je l'ai dit ce matin, de la seule compétition qui vaille, c'est-à-dire la dimension mondiale. Pour l'instant, nous nous préparons un championnat d'Europe, donc il a été convenu que nous échangerions nos expériences là-dessus, pour que le Qatar puisse organiser une très belle coupe du monde. Il ne s'agit pas simplement de l'événement sportif parce que nous, nous savons bien qu'il va falloir des infrastructures considérables, des équipements, des accueils hôteliers et là, nous pouvons vraiment avoir une coopération exemplaire.

Mesdames et Messieurs, je veux terminer par une note culturelle et éducative : c'est très important que la langue française soit parlée partout dans le monde et notamment dans des pays comme le Qatar, que des étudiants puissent être également encadrés et formés. Nous avons inauguré un lycée hier - il y a deux lycées en réalité ici à Doha et deux lycées qui accueillent plus de mille élèves et qui vont fermer. Donc bien sûr des jeunes Français, dont les parents travaillent ici et je veux saluer cette communauté française très active, près de quatre mille personnes. Mais également des jeunes d'ailleurs de tous les pays du monde et forcément du Qatar et qui vont être des décideurs demain. C'est très important que nous développions la culture - Jack Lang m'accompagne pour l'Institut du monde arabe très important que nous puissions avoir des échanges au plus haut niveau - HEC s'est installée ici, il y aura d'autres implantations universitaires.

Le Qatar a voulu être un pays francophone, en tout cas, il a adhéré à l'Organisation internationale de la francophonie. C'est bien ! Parce que la langue française, elle n'appartient pas aux Françaises et aux Français. Elle appartient à tous ceux qui la parlent. C'est la conception, que nous avons aussi de la diversité linguistique et culturelle. Et ici, nous avons à cœur de monter, d'accompagner un certain nombre de projets, y compris muséographiques, parce que nous considérons que la

culture est un lien important entre les civilisations et entre les continents.

Voilà le sens de cette visite et je pense quelle aura des prolongements. »

MONA SAID, FUTURE TV - « Monsieur le président, Mona SAID, Future TV. La Syrie a été au cur de vos entretiens avec l'Emir du Qatar. Il y a eu la réunion de Doha hier concernant la Syrie. Quelle est laide que la France est prête à fournir à l'opposition syrienne d'une part ? Et deuxièmement, n'avez-vous pas des craintes que le conflit de la Syrie dégénère au Liban et qu'il y ait plus de problèmes surtout qu'il y a eu beaucoup de tensions dernièrement ? Merci. »

LE PRESIDENT - « Laide, elle est d'abord politique. Nous l'avons apportée dès le début du conflit. Et moi-même, j'ai été le premier chef d'Etat à reconnaître la légitimité de l'opposition syrienne, pour s'exprimer au nom du peuple syrien. Laide, elle est politique parce que nous avons été, nous la France, les premiers à organiser une conférence des Amis de la Syrie. Laide est politique, parce que chaque fois que nous avons pu faire pression pour structurer l'opposition syrienne, nous l'avons fait.

Laide est matérielle, elle est humanitaire. Je vais me rendre dans quelques heures en Jordanie où nous avons apporté beaucoup. Je vous rappelle que l'été dernier, une décision que nous avons prise avec le ministre de la Défense était d'installer une équipe médicale en Jordanie et de faire en sorte que les réfugiés, encore plus nombreux aujourd'hui, puissent être accueillis dans des conditions humaines, sanitaires dignes.

Laide est aussi militaire. Vous savez que nous avons été les premiers à dire aux Européens qu'on ne pouvait plus laisser l'embargo dès lors que la Russie continue à fournir des armes et d'ailleurs ne le fait pas clandestinement, le fait officiellement. Le jour même de la clôture du G8, le Président russe a dit qu'il allait continuer à livrer des armes au nom de contrats, qui auraient été passés. Nous avons dit que l'embargo trouvait forcément ses limites ou en tout cas ses contradictions. Alors après, comment livrer ? C'est une question que nous devons régler entre Européens mais également avec nos amis américains, parce que nous avons mis des conditions. La condition, c'est que l'opposition se structure politiquement et militairement. La seconde condition, c'est qu'on ne peut pas imaginer livrer des armes à des groupes, qui pourraient les utiliser ensuite au détriment des intérêts d'ailleurs de la Syrie démocratique ou éventuellement contre nous. Mais l'intention est bien de faire pression militaire. Parce que s'il n'y a pas de pression militaire, c'est sur le terrain que, hélas, les choses peuvent se faire et au bénéfice de qui ? De Bachar al-Assad d'un côté et des éléments les plus radicaux de l'autre. Nous nous y refusons. Sur le Liban, vous avez raison. Dès lors qu'il y a une implication du Hezbollah en Syrie, avec forcément des conséquences pour le Liban, il peut y avoir une mise en cause de l'équilibre fragile du Liban. Je soutiens, au nom de la France, le Président libanais dans ses efforts, pour garder l'équilibre qui avait été trouvé avec un principe de non-ingérence par rapport à ce qui se passe en Syrie et donc le retour du Hezbollah au Liban. »

QUESTION DE HODA ABDEL-HAMID, AL JAZEERA ENGLISH

LE PRESIDENT - « L'opposition doit reprendre le contrôle de ces zones, vous avez raison, qui sont tombées dans des mains extrémistes, je dirais, parce qu'il n'y en avait pas d'autres et que ces mains ont saisi une opportunité. L'opposition doit reprendre le contrôle, et de ces zones et de ces groupes, pour les écarter. C'est l'intérêt de l'opposition, c'est l'intérêt de la Syrie car s'il apparaît que des groupes extrémistes sont présents et qui peuvent demain être les bénéficiaires d'une situation de chaos, ce sera Bachar al-Assad qui se saisira de ce prétexte pour continuer à massacrer. »

Cyril GRAZIANI, FRANCE INTER - « Concernant la situation de plusieurs Français notamment un footballeur et un entraîneur de football qui sont bloqués ici, est-ce qu'au terme de votre voyage, vous avez espoir que leur situation se débloque prochainement et qu'ils puissent rentrer en France ? Et puis, puisqu'on parle de football, une question un peu plus légère, vous avez évoqué la coupe du monde qui aura lieu ici, l'Euro, est-ce que vous avez pu évoquer avec l'Emir ou d'autres autorités ici l'arrivée prochaine de Laurent BLANC ? Est-ce que vous savez quand il arrivera au PSG ? »

LE PRESIDENT - « Vous me prêtez un pouvoir bien excessif ou peut-être fonction d'un autre temps mais je ne décide pas de la composition des équipes de football, pas plus des entraîneurs

que des transterts. Je pense qu'il faut laisser les jeux à leur place quand je dis les jeux, c'est l'organisation au sens des clubs sportifs, pas des jeux au sens de la compétition qui elle, doit être menée à bien et nous sommes prêts à donner toute notre coopération.

Mais sérieusement je veux parler de ça. C'est-à-dire qu'il y a des investisseurs qataris qui ont décidé de prendre un club de football, c'est bien leur droit, ils l'ont fait d'ailleurs en France comme ils l'ont fait dans d'autres pays. Nous souhaitons qu'ils puissent mener à bien leur équipe comme ils le tentent, sans nous en mêler et en faisant en sorte que les autorités sportives puissent fixer les règles. C'est ça la condition, mais en séparant bien ce qui est du domaine de la relation politique et ce qui est du domaine de l'action sportive et qui n'est pas le mien.

En revanche sur la coupe du monde de football, là je considère qu'il y a une coopération au plus haut niveau qui peut se faire entre la France et le Qatar.

Sur la question des familles de Français qui ont des difficultés ici au Qatar, c'est le rôle des autorités consulaires, donc du ministre des Affaires étrangères, de faire en sorte que nous puissions convaincre les autorités du Qatar de régler cette question. Ce sont des questions, en fait, de justice, puisque c'est par des actions contentieuses qu'il y a ces conséquences. Mais c'est vrai, nous avons rencontré ces familles, aussi bien le ministre des Affaires étrangères que le ministre de l'Intérieur. Ils en ont parlé à leurs homologues, pour que nous trouvions, avec les autorités du Qatar, la meilleure solution pour ces familles. »

VALERIE NATAF, TF1 - « Monsieur le Président, est-ce qu'au cours de vos entretiens avec les différentes autorités du pays, ils vous ont confié avoir été un peu bouleversés par les attaques dont parfois le Qatar a été l'objet en France, ce qu'on a appelé le « Qatar bashing », un terme que vous connaissez bien »

LE PRESIDENT - « Je ne sais pas à quoi vous faites allusion mais »

VALERIE NATAF, TF1 - « Et si cela avait pu effaroucher d'éventuels investisseurs qataris en France ? Merci. »

LE PRESIDENT - « J'ai insisté sur la transparence pour lever tous les malentendus et donc bien sûr que ce n'est pas agréable d'avoir un certain nombre de rumeurs ou même de papiers de presse ou de compétiteurs qui viennent se plaindre. Les autorités du Qatar l'ont évoqué, sans insister d'ailleurs.

Mais le mieux pour nous tous, dès lors que nous sommes dans la transparence, dans la clarté, dans la confiance, c'est de dire qu'il y a des investissements qui se font en France, venant du Qatar, qui sont les bienvenus, qui doivent être partagés au sens que lorsque nous pouvons agir en partenariat, ils doivent être accueillis de bonne manière, peut-être parfois fléchir, diriger lorsque nous pensons qu'il peut y avoir un intérêt commun pour nos deux pays.

Il y a des entreprises françaises qui viennent au Qatar et comme je l'ai dit, qui ne demandent aucun avantage particulier, aucune préférence. Il n'y a jamais d'ailleurs de notre part la conviction ou la conception que parce qu'on aurait de bonnes relations sur le plan politique, on aurait des droits à pouvoir accéder à des marchés. Si nos entreprises sont retenues, c'est parce qu'elles sont les meilleures. Mais en revanche, notre rôle, c'est de dire au Qatar, combien nos entreprises sont excellentes et de venir accompagnées par elles, et là aussi en toute transparence il n'y a pas de convois particuliers ou parallèles.

Les entreprises viennent, présentent leur offre, répondent à des appels et sont retenues ou seront retenues, je l'espère, ou ne le sont pas. Si elles ne le sont pas, c'est parce qu'elles n'ont pas donné les arguments qui permettraient d'avoir ce succès. Mais on ne peut pas remplacer une relation commerciale par une relation politique et inversement. »

RANDA TAKIEDDINE, AL HAYAT - « Bonsoir monsieur le Président. Vous aviez dit précédemment que vous ne verriez pas d'inconvénients que l'Iran participe à Genève 2 si c'était utile. Votre ministre des Affaires étrangères avait dit qu'il refusait, qu'il était contre ça parce que l'Iran fait, en général, du chantage. Est-ce que vous en avez discuté avec l'Emir et est-ce que vous pensez aussi que Genève 2, c'est pour août, pour septembre ou pour jamais ? »

LE PRESIDENT - « Au G8, j'étais et donc j'ai signé un communiqué qui appelle la convocation d'une conférence de Genève 2 pour trouver une solution politique. Donc l'objectif, c'est celui-là. Quel est l'objectif politique ? Ce n'est pas de réunir des protagonistes, de les faire asseoir autour

leur sur le sujet politique : ce n'est pas de réunir des protagonistes, de les faire assis autour d'une table et de dire : voilà, nous avons fait Genève 2, c'est fini ! Ils se sont assis, ils se sont parlés, ils se sont levés et rien n'a changé, non ! Genève 2, ça doit être la composition d'une équipe, qui doit assurer l'avenir de la Syrie. Genève 2 se tiendra lorsque cette solution aura été préparée. Vous m'interrogez sur la présence de l'Iran. Il y a eu des élections en Iran, un nouveau Président. A lui de montrer qu'il peut être utile, à lui de nous montrer qu'il peut faire pression aussi sur Bachar al-Assad, pour trouver la solution. Si c'est pour tenir les mêmes propos que précédemment, je crains que ça apporte peu à la réussite de Genève. »

ERIC HACQUEMAND, LE PARISIEN - « Bonsoir M. le Président. Depuis 2009, il existe une convention fiscale qui permet à un certain nombre d'investisseurs qataris d'échapper à certaines obligations, notamment quand ils investissent dans l'immobilier. Je voudrais savoir, si, à l'heure du « redressement dans la justice », ce privilège, cette dérogation est toujours utile à vos yeux. »

LE PRESIDENT - « Il y a une règle qui effectivement existe, qui date d'ailleurs avant 2009 pour ce qu'on appelle les « équipes régnantes », qui ont quelques considérations fiscales ou avantages fiscaux pour leurs propres opérations. Pour le Qatar, ça a été l'objet d'une convention et donc d'une application dans la loi fiscale. Nous allons regarder, comme pour d'ailleurs, l'ensemble des sujets fiscaux, ce qu'il y a lieu de conserver. »

JOURNALISTE - « Bonjour M. le Président, vous avez évoqué dans un entretien à l'agence de presse du Qatar de nouvelles propositions de contrats d'armement. Je voudrais savoir si vous avez notamment évoqué le contrat du RAFALE et quelles sont les perspectives pour cet avion dans l'Emirat. »

LE PRESIDENT - « Oui, je vous l'ai dit, nous avons une coopération en matière de défense depuis des années. La France fournit à peu près les deux tiers, les trois quarts de l'équipement militaire du Qatar. Les entreprises qui l'accompagnaient ont fait valoir la qualité de leurs offres et notamment sur le RAFALE, l'opportunité qu'il y aurait pour le Qatar d'acheter ces avions. Pour la suite, je pense qu'il faut laisser les négociations se poursuivre. Si vous me demandez si j'en ai parlé, je vous réponds « j'en ai parlé ». »

KHEIRA TAMI, ORYX FM - « Bonjour Kheira TAMI d'ORYX FM, la radio francophone du Qatar. On a souvent dit que le Qatar et la France entretenaient des relations privilégiées notamment à l'époque de votre prédécesseur. Est-ce que c'est toujours le cas ? A l'issue de cette visite, est-ce que vous pouvez dire que vos relations sont toujours aussi privilégiées ? »

LE PRESIDENT - « Nous avons des relations excellentes avec le Qatar depuis de longues années. Nous allons les poursuivre. Est-ce que celles-ci doivent être privilégiées ? Ça supposerait qu'il y ait des privilèges, pour reprendre une question qui m'a été posée. Il peut y avoir des relations excellentes et qui, parce qu'elles sont excellentes, sont normales. Elles sont normalement excellentes mais pas exceptionnellement normales ! Vous remarquerez la nuance ! »

GREGOIRE BISEAU, LIBERATION - « Le Qatar participe au financement de plusieurs mosquées en France et joue un rôle d'influence aussi sur les instances représentatives du culte musulman. Je voulais savoir si c'était un sujet de préoccupation pour vous et si vous en avez parlé avec l'Emir. »

LE PRESIDENT - « Sur les mosquées, oui. Le ministre de l'Intérieur en a parlé parce que vous savez que les règles sont connues en France, c'est la séparation des cultes et de l'Etat. Il peut y avoir des associations qui cherchent des financements mais nous contrôlons ces financements. Pour le reste, l'influence du Qatar sur le culte musulman français ne me paraît pas être à l'ordre du jour.

Merci à vous ! »